Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 10 août 2000
Pour être diffusé à 8 h 30

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Le commerce électronique et l'utilisation commerciale d'Internet,** 1999 — 2
  La majorité des entreprises canadiennes ont adopté des technologies comme le courrier électronique et Internet. Une entreprise sur dix a utilisé Internet pour la vente de biens et de services en 1999, ces ventes représentant une faible fraction de l'activité économique totale.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Revenu des particuliers, 1998 — 8

Transport de passagers par autobus, 1999 — 9

Indice des prix de la construction de bâtiments non résidentiels, deuxième trimestre de 2000 — 10

Acier en formes primaires, semaine se terminant le 5 août 2000 — 10

Production d'oeufs, juin 2000 — 10

Indice des prix des entrées dans l'agriculture — 11

NOUVEAUX PRODUITS — 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Le commerce électronique et l'utilisation commerciale d'Internet
1999

La majorité des entreprises canadiennes ont adopté des technologies comme le courrier électronique et Internet. Une entreprise sur dix a utilisé Internet pour la vente de biens et de services en 1999, ce type de vente représentant 0,2 % de l'activité économique totale.

La valeur totale des commandes reçues des clients par Internet, avec ou sans paiement en ligne, a atteint 4,4 milliards de dollars en 1999. De ce total, 4,2 milliards de dollars provenaient du secteur privé. Ce montant représente 0,2 % des recettes d'exploitation totales de l'année, d'après le premier aperçu national du commerce électronique et de l'utilisation des technologies de l'information et des communications.

En effet, les ventes Internet estimées n'ont pas dépassé 1,5 % du total dans chacun des secteurs d'activité. Les ventes Internet ont représenté 1,3 % des recettes d'exploitation totales dans le secteur des services d'hébergement et de restauration, 1,0 % dans celui de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle, 0,8 % dans celui des services professionnels, scientifiques et techniques et moins de 0,5 % dans les autres secteurs d'activité.

Les fabricants ont reçu des commandes d'une valeur légèrement supérieure à 900 millions de dollars par Internet, c'est-à-dire 22 % environ des ventes Internet globales dans le secteur privé. Cela représentait 0,2 % des livraisons des fabricants en 1999.

Les détaillants, dont les ventes par Internet ont atteint 610,6 millions de dollars en 1999, ont représenté 15 % du total des ventes Internet, occupant ainsi le deuxième rang. Cela a représenté 0,2 % du total des ventes au détail en 1999. Aux États-Unis, les détaillants ont vendu par Internet des biens et des services d'une valeur de 5,2 milliards de dollars américains au cours du quatrième trimestre de 1999, d'après le Census Bureau du Department of Commerce. Cela représentait 0,6 % du total des ventes dans le secteur du commerce de détail des États-Unis pour le quatrième trimestre de 1999.

Le secteur de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle a représenté 13 % de l'ensemble des ventes Internet, celui des services d'hébergement et de restauration, 10 % et celui des services professionnels, scientifiques et techniques, un peu moins de 10 %. Ensemble, les autres catégories d'activité ont représenté les autres 30 % des ventes Internet.

Note aux lecteurs

Des données de l'Enquête sur les technologies de l'information et des communications et le commerce électronique paraissent aujourd'hui. Cette nouvelle enquête fournit la première série de données globales sur l'importance de l'utilisation des ordinateurs, l'utilisation d'Internet et l'existence de sites Web dans les secteurs privé et public. Les résultats de l'enquête fournissent également des données comparables sur l'ampleur du commerce électronique – opérations commerciales axées sur Internet – pour l'ensemble des branches d'activité. Autant que nous sachions, il s'agit de la première enquête du monde entier mesurant la valeur du commerce électronique pour l'ensemble de l'économie.

Cette enquête, menée d'octobre 1999 à mars 2000, a permis de recueillir des renseignements pour 1999. Elle a porté sur l'ensemble de l'économie, exception faite pour la construction, les administrations locales, la production de cultures et d'animaux, la pêche, la chasse et le piégeage. Quelque 23 000 entreprises ont reçu le questionnaire.

Le commerce électronique se définit comme le commerce axé sur Internet. On a demandé aux répondants de déclarer la valeur des commandes reçues par Internet, extranet et l'échange de données informatisées (EDI) par Internet, peu importe qu'il y ait eu ou non paiement en ligne. Étaient exclues les ventes de type EDI relevant de réseaux privés et d'autres réseaux électroniques. Les opérations relevant d'un guichet automatique bancaire étaient exclues, comme l'étaient les opérations financières acheminées par Internet. Étaient compris les frais de gestion perçus pour l'exécution d'opérations par Internet.

Un cinquième des entreprises du secteur de l'information et de la culture ont effectué des ventes par Internet

Même si la proportion des ventes de type Internet est faible, la proportion des entreprises qui offrent des biens et des services par Internet est appréciablement plus élevée. En effet, 10 % des entreprises du secteur privé ont utilisé Internet pour la vente de biens et de services en 1999. Ces entreprises représentaient 17 % de l'activité économique du secteur privé, mesurée en fonction des recettes d'exploitation totales.

Le secteur de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle s'est trouvé en tête, représentant 20 % des entreprises utilisant Internet pour la vente de biens et de services. L'industrie de l'information et l'industrie culturelle ont représenté 3,1 % des recettes d'exploitation totales de l'économie. Ce secteur englobe des entreprises s'occupant d'édition, de radiodiffusion, de télécommunications et des services

d'information et de traitement des données. Certaines entreprises fournissent les services nécessaires à l'utilisation d'Internet, par exemple les entreprises de télécommunications, les entreprises de radiodiffusion et les fournisseurs de services d'information.

Quelque 17 % des entreprises oeuvrant tant dans le secteur des services d'enseignement privé que dans celui des services administratifs et de soutien ont utilisé Internet pour la vente; c'est là le deuxième pourcentage en importance. Par contre, 1 % seulement des entreprises relevant de la foresterie, de l'exploitation forestière et des activités de soutien ont eu recours à Internet.

De nombreux facteurs peuvent expliquer cette variabilité. Ainsi, les modes d'opérations des entreprises peuvent exclure l'utilisation d'Internet comme outil de vente. Contrairement aux réseaux privés fermés dont plusieurs organisations se servent pour le commerce depuis quelques temps grâce à l'échange de données informatisées, Internet est un réseau de communications ouvert et donc considéré comme moins sûr.

Dans le secteur public, 14,5 % des organismes ont utilisé Internet pour la vente de biens et de services. Un pourcentage plus élevé d'organismes dans le secteur des services d'enseignement ont utilisé Internet, suivis des administrations fédérale et provinciales.

Une plus forte proportion d'entreprises ont utilisé Internet pour l'achat plutôt que pour la vente

En moyenne, une plus forte proportion d'entreprises ont utilisé Internet pour l'achat de biens et de services plutôt que pour la vente. Dans le secteur privé, 14 % des entreprises ont utilisé Internet pour les achats, et elles ont représenté 25 % des recettes d'exploitation totales. Encore une fois, le premier rang a été occupé par le secteur de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle, la moitié des entreprises de ce secteur utilisant Internet pour l'achat de biens et de services.

Trois secteurs d'activité ont clairement utilisé Internet davantage pour la vente que pour l'achat de biens: les services d'hébergement et de restauration, les services administratifs et de soutien ainsi que la finance et les assurances. Cela indique que les entreprises des secteurs qui vendent par Internet ont consacré des ressources à cette fin, ou qu'elles ont des clients ou des fournisseurs qui préfèrent les transactions par Internet à d'autres méthodes traditionnelles. Le secteur des services d'hébergement et de restauration englobe les hôtels, les centres de villégiature, les hôtels-casinos et les restaurants. Le secteur des services administratifs et de soutien comprend les services d'emploi, les centres d'appels téléphoniques, les agences de voyage et les voyagistes. Le secteur de la finance et des assurances englobe les banques, le courtage de valeurs mobilières, les sociétés d'assurance et les caisses de retraite.

Dans le secteur public, 44 % des organismes ont utilisé Internet pour l'achat de biens et de services. Internet a été utilisé plus fréquemment pour l'achat que pour la vente dans l'ensemble du secteur public. Quelque 15 % des organismes du secteur public ont utilisé Internet pour l'achat de produits essentiels.

Un peu plus de la moitié des entreprises du secteur privé ont utilisé Internet

En 1999, 53 % des entreprises du secteur privé ont utilisé Internet d'une façon ou d'une autre. Ces entreprises ont représenté les trois quarts des recettes d'exploitation totales. Une proportion semblable d'entreprises (53 %) ont utilisé le courrier électronique, tandis que 22 % d'entre elles avaient un site Web. Les entreprises ayant un site Web ont représenté 45 % de l'activité économique. Cela suggère que les entreprises plus grandes ont de plus fortes chances d'avoir un site Web.

En revanche, plus de 95 % des organismes du secteur public ont utilisé Internet, y compris les établissements de soins, les services d'enseignement et les administrations fédérale et provinciales. Quelque 97 % de ces organismes ont utilisé le courrier électronique et 69 % avaient un site Web.

Une entreprise sur cinq avait un site Web

Tandis que 22 % de l'ensemble des entreprises privées avaient un site Web en 1999, certains secteurs étaient plus susceptibles que d'autres d'avoir un site Web. Le secteur de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle venait en tête, constituant 62 % des entreprises. Quelque 44 % des entreprises du secteur des services d'enseignement privé avaient un site Web, y compris les écoles primaires privées, les écoles techniques et les écoles de métiers privées, et les écoles de langues. Le secteur de la fabrication suivait, 32 % des entreprises de ce secteur ayant un site Web.

On trouvait un site Web dans 69 % des organismes du secteur public, avec en tête les services d'enseignement où 98 % des institutions avaient un site Web. Ce secteur comprend les écoles primaires et secondaires publiques, les collèges communautaires et les universités. Par ailleurs, 88 % des organismes dans le secteur de l'administration publique avaient un site Web.

Une proportion beaucoup plus grande d'employés du secteur public avait accès à Internet

Dans le secteur public, 59 % des employés avaient accès à Internet en 1999, soit plus du double de la proportion de 28 % observée dans le secteur privé. Le secteur public est caractérisé par des organismes ayant un plus grand nombre d'employés que le secteur privé. La proportion des employés ayant accès à Internet est plus élevée dans les grandes entreprises, publiques ou privées, que dans les petites.

Parmi les institutions du secteur des services d'enseignement public, 90 % des employés avaient accès à Internet, tandis que, dans les administrations fédérale et provinciales, 82 % des employés y avaient accès.

Dans le secteur privé, 74 % des employés du secteur de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle avaient accès à Internet, suivis de ceux du secteur des services d'enseignement privé (66 %) et de ceux des services professionnels, scientifiques et techniques (60 %).

Par contre, 13 % des employés avaient accès à Internet dans le secteur du commerce de détail et 7 %, dans celui de l'hébergement et de la restauration. Ces secteurs ont également déclaré une faible proportion d'employés ayant accès au courrier électronique et à un ordinateur personnel.

Un document de travail incluant des tableaux pour les principales questions de l'Enquête sera publié dans quelques semaines. Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Cathy Bakker au (613) 951-2929, Division de la science, de l'innovation et de l'information électronique.

Utilisation d'ordinateurs personnels, de courrier électronique et d'Internet

	% des entreprises utilisant des ordinateurs personnels	% des entreprises utilisant le courrier électronique	% des entreprises utilisant Internet
Foresterie, exploitation forestière et activités de soutien[1]	65,7	28,7	32,8
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	87,7	59,6	60,6
Services publics	89,7	83,9	82,4
Fabrication	90,8	63,4	63,7
Commerce de gros	91,6	65,0	63,0
Commerce de détail	76,1	39,7	40,5
Transport et entreposage	72,4	38,8	43,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	93,5	90,3	89,1
Finance et assurances	89,8	75,5	65,9
Services immobiliers et services de location et de location à bail	76,3	46,4	46,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	93,7	78,9	77,5
Gestion de sociétés et d'entreprises	69,6	45,4	47,0
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	81,5	52,4	55,4
Services d'enseignement privé	93,6	78,3	74,5
Soins de santé et assistance sociale privés	89,9	46,4	46,2
Arts, spectacles et loisirs	88,0	51,6	51,0
Hébergement et services de restauration	66,4	29,1	32,0
Autres services, sauf les administrations publiques	75,8	42,6	44,5
Tout le secteur privé	**81,9**	**52,6**	**52,8**
Services d'enseignement public	100,0	99,2	99,2
Soins de santé et assistance sociale publics	100,0	94,4	92,8
Administrations publiques	100,0	99,5	98,0
Tout le secteur public	**100,0**	**96,6**	**95,4**

[1] *Ce secteur englobe le code 113 du SCIAN (foresterie et exploitation forestière) et le code 115 du SCIAN (activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie).*

Note: *Les estimations sont pondérées en fonction des recettes pour le secteur privé et en fonction du nombre de salariés pour le secteur public.*

Valeur des ventes Internet

	Ventes Internet avec ou sans paiement en ligne	Recettes d'exploitation totales, 1999 (statistiques financières trimestrielles pour les entreprises)[1]	Ventes Internet comme pourcentage des recettes d'exploitation totales
	millions de $		
Fabrication	900,0	568 346	0,2
Commerce de détail	610,6	231 622	0,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	552,7	55 910	1,0
Hébergement et services de restauration	429,3	32 474	1,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	406,1	52 116	0,8
Finance et assurances	320,8	222 483	0,1
Transport et entreposage	164,3	65 268	0,3
Commerce de gros	156,3	290 440	0,1
Services immobiliers et services de location et de location à bail	114,8	37 954	0,3
Autres services, sauf les administrations publiques	27,4	37 439	0,1
Services publics	15,8	24 499	0,1
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	15,0	67 517	0,0
Soins de santé et assistance sociale privés	10,0	11 441	0,1
Autres secteurs d'industries[2]	456,6	104 577	0,4
Tout le secteur privé[1]	**4 179,7**	**1 802 086**	**0,2**
Services d'enseignement public	125,9		
Soins de santé et assistance sociale publics	20,1		
Administrations publiques	98,6		
Tout le secteur public	**244,6**		
Total	**4 424,3**		

[1] *Somme CANSIM des recettes d'exploitation totales pour chaque trimestre de 1999 à l'exclusion du code 23 du SCIAN (construction).*

[2] *Englobe ce qui suit: services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement; arts, spectacles et loisirs; services d'enseignement privé; gestion de sociétés et d'entreprises; foresterie, exploitation forestière et activités de soutien. Ce dernier secteur englobe le code 113 du SCIAN (foresterie et exploitation forestière) et le code 115 du SCIAN (activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie).*

Utilisation d'Internet, présence du Web et utilisation d'Internet pour les achats et les ventes

	% des entreprises utilisant Internet	% des entreprises ayant un site Web	% des entreprises utilisant Internet pour l'achat de biens ou de services	% de l'activité économique attribuable aux entreprises utilisant Internet pour les achats	% des entreprises utilisant Internet pour la vente de biens ou de services	% de l'activité économique attribuable aux entreprises utilisant Internet pour les ventes
Foresterie, exploitation forestière et activités de soutien[1]	32,8	5,7	7,4	10,6	1,1	0,9
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	60,6	27,6	19,3	24,5	7,1	5,2
Services publics	82,4	27,3	24,7	37,7	9,2	9,8
Fabrication	63,7	31,7	18,9	31,8	14,9	16,3
Commerce de gros	63,0	26,1	13,9	23,2	13,6	17,1
Commerce de détail	40,5	16,0	10,8	15,7	10,9	21,9
Transport et entreposage	43,8	17,6	10,7	27,8	10,1	21,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	89,1	61,7	49,6	53,6	20,1	44,3
Finance et assurances	65,9	27,2	12,7	39,5	14,7	23,0
Services immobiliers et services de location et de location à bail	46,3	18,4	8,2	11,3	9,5	11,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	77,5	27,6	30,0	39,7	11,5	14,9
Gestion de sociétés et d'entreprises	47,0	9,9	12,9	16,8	8,0	3,7
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	55,4	29,5	13,4	17,7	17,3	23,3
Services d'enseignement privé	74,5	44,0	27,2	35,3	17,3	22,2
Soins de santé et assistance sociale privés	46,2	10,0	9,5	14,4	3,1	6,3
Arts, spectacles et loisirs	51,0	29,7	12,1	16,5	10,1	9,8
Hébergement et services de restauration	32,0	17,4	3,9	8,5	7,9	16,3
Autres services, sauf les administrations publiques	44,5	19,3	6,5	10,3	3,7	5,0
Tout le secteur privé	**52,8**	**21,7**	**13,8**	**25,1**	**10,1**	**17,0**
Services d'enseignement public	99,2	97,6	60,6	65,5	32,2	43,4
Soins de santé et assistance sociale publics	92,8	50,0	34,7	37,2	3,1	3,3
Administrations publiques	98,0	87,8	50,7	59,8	24,7	28,2
Tout le secteur public	**95,4**	**69,2**	**44,2**	**52,0**	**14,5**	**23,1**

[1] *Ce secteur englobe le code 113 du SCIAN (foresterie et exploitation forestière) et le code 115 du SCIAN (activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie).*

Note: *Les estimations sont pondérées en fonction du revenu pour le secteur privé et en fonction du nombre d'employés pour le secteur public.*

Pourcentage des employés ayant accès à un ordinateur personnel, au courrier électronique et à Internet

	% des employés ayant accès à un ordinateur personnel, à un poste de travail ou à un terminal	% des employés ayant accès au courrier électronique	% des employés ayant accès à Internet
Foresterie, exploitation forestière et activités de soutien[1]	34,6	15,0	17,0
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	53,4	41,8	29,7
Services publics	80,7	78,2	58,6
Fabrication	42,7	28,2	20,4
Commerce de gros	77,0	55,7	46,1
Commerce de détail	53,4	19,0	13,1
Transport et entreposage	40,6	25,5	17,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	91,2	78,9	73,8
Finance et assurances	88,0	71,9	47,9
Services immobiliers et services de location et de location à bail	58,7	34,7	34,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	86,0	66,7	60,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	60,1	44,4	37,2
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	53,7	38,1	33,4
Services d'enseignement privé	76,9	66,9	66,2
Soins de santé et assistance sociale privés	62,0	30,5	27,1
Arts, spectacles et loisirs	49,0	29,0	24,4
Hébergement et services de restauration	30,5	7,9	7,1
Autres services, sauf les administrations publiques	56,3	37,5	37,4
Tout le secteur privé	**55,6**	**34,4**	**28,4**
Services d'enseignement public	93,2	90,3	90,1
Soins de santé et assistance sociale publics	56,0	36,3	22,8
Administrations publiques	93,5	92,1	82,2
Tout le secteur public	**76,8**	**66,7**	**59,0**

[1] *Ce secteur englobe le code 113 du SCIAN (foresterie et exploitation forestière) et le code 115 du SCIAN (activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie).*

Note: *Les estimations sont pondérées en fonction du nombre d'employés pour chaque branche d'activité.*

■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Revenu des particuliers
1998

En 1998, le revenu total médian des particuliers au Canada était de 20 100 $ après le rajustement en fonction de l'inflation, en hausse de 2,7 % par rapport à 1997. Il y a eu de légères augmentations du revenu total médian pour la population de chaque région métropolitaine de recensement (RMR). Calgary a connu la plus forte hausse (+4,3 %), suivie de Chicoutimi–Jonquière (+3,7 %) et de Saint John et Sherbrooke (+3,6 %).

Les revenus totaux médians les plus élevés se retrouvaient encore à Oshawa (25 900 $) et à Ottawa–Hull (25 200 $). Les plus faibles étaient à Trois-Rivières (17 900 $) et à Chicoutimi–Jonquière (18 200 $), bien que ces deux RMR aient enregistré des accroissements d'une année à l'autre supérieurs à la moyenne des RMR. Cependant, le classement relatif des RMR selon le revenu total médian a connu peu de changement de 1997 à 1998.

La croissance du revenu total médian a été largement attribuable à une majoration du revenu d'emploi et des pensions privées, ainsi que, dans une moindre mesure, aux prestations familiales et aux crédits d'impôt provinciaux remboursables plus élevés.

Le revenu total englobe le revenu provenant des sources imposables et non imposables. Sa médiane correspond au point par rapport auquel la moitié des revenus est supérieure et l'autre, inférieure.

Le revenu médian d'emploi a progressé de 2,4 % à l'échelon national. Dans la plupart des RMR, le nombre de personnes employées et les dollars moyens d'emploi par personne ont augmenté de 1997 à 1998. La population d'Edmonton a déclaré la plus forte hausse du revenu d'emploi moyen (+4,9 %), mais était suivie de près par celle de Saint John (+4,5 %) et de Halifax (+4,1 %). Les employés de Sudbury ont déclaré la baisse de revenu d'emploi moyen (-2,1 %) la plus importante, en raison surtout de la chute des gains des salariés.

La majoration des revenus d'emploi à l'échelle du pays a été principalement suscitée par une augmentation des salaires et des traitements moyens (+2,8 %). Le revenu moyen d'emploi autonome, deuxième composante du revenu d'emploi, a crû de 6,3 %, presque entièrement en raison d'une hausse chez les femmes. En fait, le nombre d'hommes au Canada déclarant des gains d'emploi autonome a baissé légèrement en 1998 (-0,5 %). Le revenu moyen d'emploi autonome des femmes a grimpé dans toutes les RMR à l'exception de Vancouver (-4,4 %), Victoria (-3,9 %) et Saskatoon (-0,4 %). Celui des hommes a connu une majoration partout, sauf à Vancouver (-11,3 %), à Saskatoon (-3,0 %), à Sherbrooke (-2,3 %) et à Trois-Rivières (-0,5 %). La plus forte augmentation a été enregistrée à Saint John (+7,5 %) pour les hommes et à Windsor (+7,2 %) pour les femmes.

Le vieillissement de la population a entraîné une croissance de la proportion du revenu provenant de pensions privées dans toutes les RMR de 1997 à 1998. Un plus grand nombre de personnes ont déclaré avoir reçu les prestations de la Sécurité de la vieillesse ou des suppléments fédéraux nets et de l'argent du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec. Les dollars reçus ont aussi augmenté.

Malgré qu'il y ait eu moins de bénéficiaires de la prestation fiscale canadienne pour enfants en 1998 ainsi que des programmes de crédits d'impôt provinciaux remboursables et de prestations familiales, les dollars moyens reçus de ces programmes étaient à la hausse. Cela était surtout attribuable à l'implantation de la prestation fiscale canadienne pour enfants, de l'introduction des nouveaux programmes de prestations familiales en Nouvelle-Écosse, en Ontario, en Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut ainsi que de la modification du programme québécois.

L'asservissement relatif des particuliers au revenu d'emploi et aux paiements de transfert gouvernementaux est representée par le rapport de dépendance économique qui mesure le montant reçu de ce type de paiements pour chaque tranche de 100 $ dans chaque région géographique. À l'échelon national, ce ratio a baissé de 1997 à 1998. En 1998, une moyenne de 17,61 $ a été reçue en paiements de transfert pour chaque 100 $ de revenu d'emploi. Le rapport a augmenté dans six RMR de 1997 à 1998: Chicoutimi–Jonquière, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Sudbury et Thunder Bay.

Nota: Les données de cette diffusion proviennent des déclarations de revenu remplies au printemps 1999.

Les données sur le *Revenu et la démographie selon les quartiers* (13C0015), le *Profil du revenu de la population active* (71C0018) et le *Profil de dépendance économique* (13C0017) sont offertes pour les itinéraires de facteur, les régions de tri d'acheminement urbaines (les trois premiers caractères du code postal), les municipalités, les villes, les divisions de recensement, les RMR, pour chaque province et territoire ainsi que pour le Canada.

Revenu total médian
1998

	Médiane	1997 à 1998 var. en %
St. John's	18 300	2,5
Halifax	21 800	3,4
Saint John	18 400	3,6
Chicoutimi–Jonquière	18 200	3,7
Québec	20 600	2,6
Sherbrooke	18 500	3,6
Trois-Rivières	17 100	3,3
Montréal	19 500	3,4
Ottawa–Hull	25 200	2,8
Oshawa	25 900	1,9
Toronto	22 400	3,3
Hamilton	23 400	3,1
St. Catharines–Niagara	21 100	3,0
Kitchener	23 900	3,0
London	22 700	2,7
Windsor	24 200	3,4
Sudbury	20 800	0,6
Thunder Bay	22 400	0,5
Winnipeg	21 100	3,5
Regina	22 900	2,2
Saskatoon	20 800	2,6
Calgary	24 100	4,3
Edmonton	21 900	3,4
Vancouver	20 700	1,1
Victoria	23 400	0,8

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9720 (*saadinfo@statcan.ca*), Division des données régionales et administratives. Télécopieur: (613) 951-4745. ■

Transport de passagers par autobus
1999 (données provisoires)

Le taux de croissance des recettes brutes de l'industrie du transport de passagers par autobus s'est quelque peu résorbé l'an dernier, mais il est toujours plus de cinq fois supérieur à l'augmentation des dépenses.

L'industrie a déclaré des recettes (sans les subventions) d'un peu plus de 3,2 milliards de dollars en 1999, en hausse de 3 % comparativement à 1998. Ce taux de croissance est inférieur à l'augmentation de 5,7 % enregistrée de 1997 à 1998.

Par ailleurs, les dépenses globales n'ont augmenté que de 0,6 % pour s'établir à 4,8 milliards de dollars en 1999. Les frais de carburant des exploitants d'autobus ont augmenté de près de 6,4 %, bien que le kilométrage parcouru n'ait augmenté que de 1,5 %. Ces dernières années, les frais de carburant ont représenté 9 % des dépenses d'exploitation directes globales des exploitants d'autobus. En 1999, ce pourcentage est demeuré constant jusqu'au quatrième trimestre, où il est passé à 10 %.

Les frais de carburant (taxes comprises) au quatrième trimestre de 1999 ont considérablement augmenté comparativement au troisième trimestre. Toutefois, comme par les années passées, cette augmentation est en partie attribuable à l'imminence de l'hiver et à un achalandage accru durant l'automne pour certains segments de l'industrie.

À titre d'exemple, les exploitants de services de transport urbain en commun ont payé 18 % de plus en frais de carburant du troisième au quatrième trimestre en 1999. En 1998, l'augmentation pour la même période avait été de 17 %. Les entreprises se spécialisant dans les services de transport interurbain régulier ont payé 11 % de plus, comparativement à une augmentation de 10 % en 1998.

Les services de transport interurbain ont enregistré une augmentation du nombre de déplacements de passagers, qui a atteint 13,3 millions l'an dernier, comparativement à 12,9 millions en 1998. Il s'agit de la cinquième année consécutive de croissance après plusieurs années de fléchissement.

Les fournisseurs de services urbains de transport en commun ont indiqué une augmentation de 3,6 % de leurs recettes (sans les subventions), qui ont atteint 1,9 milliard de dollars en 1999. Leurs dépenses n'ont augmenté que de 0,2 % et se sont chiffrées à 3,5 milliards de dollars. En 1999, 1,43 milliard de passagers se sont déplacés en autobus, en métro et en tramway, en hausse par rapport au chiffre de 1,41 milliard enregistré en 1998. Ces dernières années, les recettes des exploitants de services urbains de transport en commun ont augmenté plus rapidement que le nombre de passagers.

Nota: Ces données sont tirées des sondages trimestriels menés auprès d'environ 100 exploitants de services de transport urbain en commun et de 300 autres exploitants d'autobus, dont les recettes brutes annuelles sont d'au moins 200 000 $. Ces données ne comprennent pas les exploitants d'autobus scolaires dont les recettes annuelles sont inférieures à 2 millions de dollars.

Données stockées dans CANSIM: matrices 346 et 347.

Pour plus de renseignements, pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données ou pour obtenir des données, communiquez avec Jean-Robert Larocque au (613) 951-2486 (*laroque@statcan.ca*), Division des transports. ■

Indice des prix de la construction de bâtiments non résidentiels

Deuxième trimestre de 2000

Au deuxième trimestre, l'indice composite des prix de la construction de bâtiments non résidentiels (1992=100) s'est établi à 120,5, en hausse de 3,1 % par rapport au trimestre précédent et de 5,5 % par rapport au même trimestre de 1999, cette variation annuelle étant la plus élevée depuis une hausse équivalente de 5,5 % enregistrée au quatrième trimestre de 1989.

Du premier au deuxième trimestre de 2000, l'indice a augmenté de 4,8 % à Toronto, de 3,6 % à Ottawa, de 2,1 % à Edmonton, de 1,9 % à Calgary, de 1,7 % à Montréal, de 1,0 % à Halifax et de 0,7 % à Vancouver.

Toronto a aussi enregistré la plus forte variation annuelle (+7,8 %) comparativement au deuxième trimestre de 1999. Des autres centres métropolitains où a eu lieu l'enquête, Ottawa a enregistré une variation annuelle de 6,1 %, suivie de Montréal (+5,4 %), de Calgary et d'Edmonton (+4,1 % dans les deux cas) et de Halifax (+2,6 %). Vancouver a enregistré la plus faible variation annuelle (+1,9 %).

Indice des prix de la construction de bâtiments non résidentiels
(1992=100)

	Deuxième trimestre de 2000	Deuxième trimestre de 1999 au deuxième trimestre de 2000	Premier au deuxième trimestre de 2000
		variation en %	
Indice composite	**120,5**	**5,5**	**3,1**
Halifax	108,9	2,6	1,0
Montréal	117,4	5,4	1,7
Ottawa	119,9	6,1	3,6
Toronto	124,3	7,8	4,8
Calgary	119,9	4,1	1,9
Edmonton	119,2	4,1	2,1
Vancouver	118,0	1,9	0,7

Nota: L'indice des prix de la construction de bâtiments non résidentiels donne une indication de la variation des coûts de la construction neuve dans sept grandes régions urbaines (Halifax, Montréal, Ottawa, Toronto, Calgary, Edmonton et Vancouver). Trois catégories de construction (bâtiments industriels, commerciaux et institutionnels) sont représentées par des bâtiments types (usine d'industrie légère, immeuble à bureaux, entrepôt, centre commercial et école).

En plus des indices pour chacune des grandes régions urbaines et des indices composites, d'autres répartitions des variations de coûts sont aussi produites par groupe d'activité (la structure, l'architecture, la mécanique et l'électricité) pour chaque type de bâtiments. Ces indices de prix sont établis à partir d'enquêtes menées auprès d'entrepreneurs généraux et de sous-traitants spécialisés, qui fournissent des données sur diverses catégories de coûts (les matériaux, la main-d'oeuvre, le matériel, les taxes, les frais généraux et les bénéfices) pertinents aux devis de construction détaillés inclus dans les enquêtes.

Données stockées dans CANSIM: matrices 9930 et 9931.

Le numéro du deuxième trimestre de 2000 de *Statistiques des prix de la construction* (62-007-XPB, 24 $ / 79 $) paraîtra en septembre. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Denise Potvin au (613) 951-3350 (*potvden@statcan.ca*), Division des prix. Télécopieur: (613) 951-1539. ■

Acier en formes primaires

Semaine se terminant le 5 août 2000 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 5 août a atteint 295 730 tonnes, en baisse de 4,8 % par rapport aux 310 479 tonnes produites la semaine précédente et de 1,1 % comparativement aux 299 007 tonnes produites la semaine correspondante de l'année précédente. Le total cumulatif au 5 août 2000 est de 10 128 255 tonnes, en hausse de 5,8 % comparativement aux 9 572 680 tonnes produites durant la même période en 1999.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Julie Mayer au (613) 951-4924 (*mayejul@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Production d'oeufs

Juin 2000 (données provisoires)

Les estimations de la production d'oeufs pour juin 2000 sont maintenant disponibles.

Données stockées dans CANSIM: matrices 1145, 1146 et 5689 à 5691.

Pour commander la publication *Production d'oeufs* (23-003-XPB, 110 $), communiquez avec Julie Gordon au (613) 951-5039, Division de l'agriculture.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Beaudry au (613) 951-6480, Division de l'agriculture. ■

Indice des prix des entrées dans l'agriculture

Des données plus détaillées sur l'indice des prix des entrées dans l'agriculture (1992=100) sont maintenant disponibles.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la Sous-section du service à la clientèle au (613) 951-3350 (*infounit@statcan.ca*), Division des prix. Télécopieur: (613) 951-1539. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Production d'oeufs, juin 2000
Numéro au catalogue: 23-003-XPB (110$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF la version microfiche et -XPB ou -XPF, la version papier.

Pour commander les produits

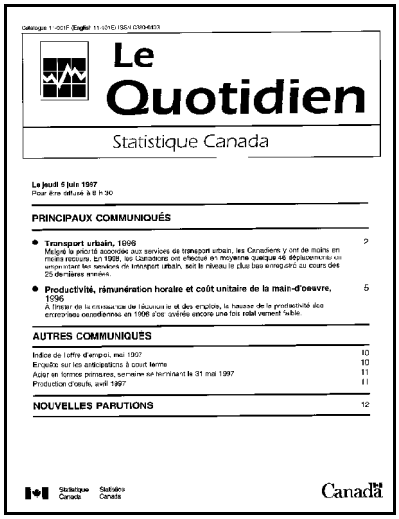
Pour commander les produits par téléphone:
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca),* sous les rubriques *Produits et services, Publications téléchargeables.*

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.


Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- Transport urbain, 1996 — 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996 — 5
  A l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois assez vertueuse.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 — 10
Enquête sur les anticipations à court terme — 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 — 11
Production d'oeufs, avril 1997 — 11

NOUVELLES PARUTIONS — 12

Statistique Canada Statistics Canada
Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, simamad@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.